

A NOTRE PROGRAMME DE REVENDICATIONS IMMÉDIATES...

DÉMOBILISATION DES FORCES ARMÉES.
DÉMANTÈLEMENT DES ÉTABLISSEMENTS MILITAIRES.
CESSATION DE LA PRODUCTION DES ARMEMENTS.
ABOLITION DES INSTITUTIONS ORGANISANT L'EFFORT MILITAIRE.
CESSATION DU SERVICE MILITAIRE.
FERMETURE DES INSTITUTIONS DE FORMATION MILITAIRE.
ARRÊT DES DÉPENSES MILITAIRES.

On croit d'abord à un canular. Pourtant ce n'est pas dans le *«Canard enchaîné»*, mais dans une publication d'apparence sérieuse: *«La Revue des Nations-Unies»*, (mensuel officiel du *Département de l'Information des Nations-Unies* distribué par les *Presses Universitaires de France*). Au numéro du 1^{er} octobre 1961, pages 31-39, un plan de désarmement, présenté par deux États seulement, les États-Unis et l'U.R.S.S., le 20 septembre 1961, conjointement et comme aboutissement, paraît-il, de plusieurs mois de pourparlers entre eux. Tout y est: principes généraux de négociations et programme par étapes; désarmement graduel mais général et complet des États et mise sur pied d'une force des Nations-Unies pour la paix; contrôle international strict pour vérifier les étapes du désarmement; obligation de contribuer à la Force des Nations-Unies et emploi de cette Force pour prévenir et éliminer toute menace ou utilisation d'armes par les États. Enfin, les deux pays signataires demandent que l'on s'efforce *«d'obtenir et d'appliquer l'accord le plus large possible à la date la plus proche possible»*. Accord qui garantira que *«la guerre n'est plus un moyen de régler les problèmes internationaux»*.

Tous les points d'un programme qu'anarchistes, antimilitaristes et pacifistes ont avancé depuis longtemps, en se faisant traiter d'utopistes et de rêveurs par la Gauche réaliste, sont énumérés par les deux gouvernements actuellement responsables de la paix du monde, notamment et textuellement ceux reproduits en tête de cette rubrique. Il est quand même agréable de les voir repris par de si bons auteurs alors que l'on n'osait même plus les crier en slogans.

La voie ainsi tracée, où mène-t-elle? A la Paix internationale peut-être. Mais la Paix nationale? (Car les armées ont toujours eues d'autres missions en-deça des frontières). Les deux Grands l'ont prévu: *«Les États n'auront à leur disposition que les armements non nucléaires, forces et installations et établissements qui sont déterminés d'un commun accord pour MAINTENIR L'ORDRE»*. Donc, grévistes de Détroit et de Vorkhouta, manifestants de Pittsburg et de Kronstad, de Saint-Nazaire, de Budapest, de Barcelone, de Poznan, de Calcutta, de Tiflis, de Bruxelles, de Berlin-Est et de Tokyo, rassurez-vous, on n'utilisera pas contre vous la bombe atomique, mais les armes *«classiques»* comme d'habitude: pèlerines, matraques, sabres de cavalerie, lances à incendie, pistolets, auto-mitrailleuses, hélicoptères, tanks, salles de police, cabinets d'interrogatoires, prisons, casernes, camps de regroupement, etc... Messieurs les diplomates de l'Est et de l'Ouest se mettront aisément d'accord sur les *«forces, installations et établissements»* destinés à vous faire taire.

D'ailleurs, en ce qui concerne ce bon pays de France, on commence depuis vingt ans à se perfectionner dans *«le maintien de l'ordre»*. Et du train où vont les choses, les autres pays seront en plein désarmement que la France leur montrera la voie: l'affaire d'Algérie ne relève-t-elle pas, en Droit, du maintien de l'ordre intérieur?

Certes, mais toutes ces techniques de répression héritées de la Gestapo ou des solides traditions républicaines seraient insuffisantes contre un peuple de dix millions de têtes si elles n'étaient épaulées par une

bonne armée nationale préparée à combattre ses voisins et constamment équipée par le grand allié américain. De même que police et armée locales ont été incapables de rétablir l'ordre à Berlin-Est et à Budapest sans l'intervention du grand frère russe.

«Gouvernements de tous les pays, unissez-vous», semble dire le plan russo-américain. *«Unissez-vous pour ne plus vous faire sottement la guerre entre vous, mais pour concentrer vos efforts contre vos peuples».*

Soit. Ce serait quand même un premier pas, et après on y verrait plus clair. La véritable lutte pourrait commencer: celle de chaque peuple contre son seul ennemi son gouvernement et tout l'appareil d'oppression et d'exploitation qu'il maintient. Mais les États pourront-ils se passer du prétexte de la menace extérieure pour réclamer des sacrifices et consolider leur pouvoir? Non sans mal! On s'en doute. Mais ne laissons pas passer l'occasion de clamer notre antimilitarisme le plus total. Les slogans nous viennent d'en haut:

Démobilisation de l'Armée!

Plus de service militaire!

Fermeture des Ecoles de guerre!

Arrêt des fabrications de guerre!

Destruction des armements!

Suppression du budget militaire!

Ou, comme on le scandait en 58 de la Nation à la Bastille: *Les paras à l'usine!*

A moins que la classe ouvrière française ne craigne, entre autres, le retour sur le marché du travail des 400.000 mobilisés ou la fermeture des arsenaux et chantiers navals...

J. PRESLY. (Roland BRETON).
